

ESTU 6284135

VERS UN DÉVELOPPEMENT
SOLIDAIRE 180

Avril 2005 La libéralisation du commerce est menée à bon port
battant sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
Elle bénéficie surtout aux entreprises multinationales tout en affai-
blissant la position des petits paysans et des travailleurs. (pages 4 à 9)



LA REVUE DE LA DÉCLARATION DE BERNE

est imprimé à Renens
par l'Imprimerie des Arts
et Métiers. Il est édité
par la Déclaration de Berne,
Association suisse pour
un développement solidaire.

Rue de Genève 52
CH-1004 Lausanne
Suisse
Tél. 021 620 03 03
Fax 021 620 03 00
Email: info@ladb.ch
www.ladb.ch
CP 10-10813-5

Editeur responsable
Jean-Claude Huot

Comité de rédaction
Florence Gerber
Jean-Claude Huot
Françoise Jeannotat
Julien Reinhard

Maquette et graphisme
Clara Batllori

Mise en pages
Claude Stauffer

Ont aussi collaboré
Christiane Droz,
Tanja Guggenbühl,
Jude Schindelholz

Tirage 7000 exemplaires
Parution 5x par an
ISSN 1661-1357

Cotisation/abonnement
Annuel Fr. 50.-
Apprentis, étudiants,
chômeurs, AVS Fr. 25.-
Soutien dès Fr. 100.-
Envoi à l'étranger € 40.-

Le journal est imprimé
sur un papier
recyclé mat blanc.

La DÉCLARATION DE BERNE
est une association suisse
qui s'engage pour
des relations Nord-Sud
plus équitables par
des campagnes d'information
et du lobbying
auprès des décideurs.
Elle est financièrement et
politiquement indépendante.

Section alémanique
Erklärung von Bern, Postfach,
8031 Zurich, Tel. 044 277 70 00
info@evb.ch

Section italienne
Dichiarazione di Berna,
casella postale 1356,
6501 Bellinzona,
dichiarazione@berna@oljewis.ch



Couverture
Revue 180

03 ÉDITORIAL

DOSSIER Commerce international

04

Pour des règles équitables

05

Les petits producteurs de cacao...

08

Textiles libéralisés, travailleuses perdantes

FORUM Voix du Sud

10

Des poulets tuent le développement

ÉCLAIRAGE Novartis

Générosité en trompe-l'œil?

12

Un anticancéreux coûteux

15

Antimalaria en rupture de stock

CAMPAGNE Se soigner®: un droit pour tous
Accès aux génériques sous pression

16

CAMPAGNE Evasion fiscale, la fin du silence
Les astuces des multinationales

20

CAMPAGNE Responsabilité des entreprises
Petite galerie des horreurs

DB EN ACTION

22

Les rendez-vous en Suisse romande

24

Invitation à l'assemblée générale

Le commerce à quel prix?



Dans une situation d'inégalité, des règles égales pour tous ne font qu'aggraver l'inégalité: l'économiste et éducateur brésilien Marcos Arruda le soulignait en janvier, lors du Carrefour de la solidarité de la Fédération genevoise de coopération. Cette constatation s'applique malheureusement aux règles du commerce mondial: notre dossier sur le commerce (pages 4 à 9)

ainsi que le cas des poulets congelés européens importés à prix cassés au Cameroun (pages 10 et 11) illustrent à quel point ces règles accentuent les inégalités.

Au bénéfice, avant tout, des entreprises multinationales. Dans un tel contexte, le fameux slogan «le commerce plutôt que l'aide» (*trade, not aid*) résonne de façon bien cynique.

Il soulignait à l'origine la nécessité de remplacer le paternalisme condescendant par l'équité des relations entre partenaires échangeant biens, services et savoirs. L'idée reste valable: le commerce équitable en est un exemple.

Mais quand les plus forts imposent des règles qui les avantagent aux plus faibles, la priorité donnée au commerce devient un marché de dupes.

Le constat est dur, mais il ne doit pas nous décourager.

Lucidité et résistance sont plus que jamais nécessaires.

Florence Gerber

P.-S. Cette résistance ne peut être que collective: nous avons besoin de vous. Merci de votre soutien!

La libéralisation du commerce est menée tambour battant sous l'égide, en particulier, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle bénéficie surtout aux entreprises multinationales tout en affaiblissant la position des petits paysans et des travailleurs. Notre dossier le montre à travers deux exemples, le cacao et les textiles, à la veille de la Semaine mondiale d'action sur le commerce présentée ci-dessous.

Pour des règles équitables

Du 10 au 16 avril, la Semaine mondiale d'action sur le commerce fera fleurir des milliers de manifestations partout dans le monde, y compris en Suisse. La Déclaration de Berne y participe à Lausanne, le samedi 16 avril.

Une semaine mondiale d'action pour des règles commerciales plus justes: l'idée est née en novembre 2003, lors de la Conférence internationale des campagnes sur le commerce à Delhi, en Inde. Elle s'est précisée en janvier 2004, lors du Forum social mondial de Mumbai. Des dizaines d'organisations du Nord et du Sud ont déjà annoncé leur participation par des activités décentralisées et locales. Il s'agira de dénoncer les effets néfastes de la libéralisation forcée du commerce international et de

promouvoir des règles commerciales orientées vers la dignité humaine, la lutte contre la pauvreté et le respect des droits humains. Des solutions alternatives, telles que le commerce équitable seront également présentées à cette occasion.

Le but de cette mobilisation est d'influencer l'agenda politico-commercial de 2005, riche en événements sur lesquels la Déclaration de Berne reviendra durant l'année: Sommet du G8 en juillet, Sommet de l'ONU sur les «Objectifs du millénaire pour

le développement» en septembre ou encore conférence ministérielle de l'OMC en décembre.

En Suisse, de nombreuses activités sont annoncées dans le cadre de cette semaine d'action: films, stands d'information, expositions, conférences ou théâtre de rue.

Pour la Déclaration de Berne, ce sera l'occasion de s'allier à d'autres organisations (*lire encadré*) pour renforcer la portée de son message.

Florence Gerber



PRISMA/J. Larrea

LAUSANNE S'ENGAGE POUR UN COMMERCE JUSTE

Samedi 16 avril, place Saint-François, de 8h30 à 13h00.

Une quinzaine d'organisations, dont la DB, s'unissent dans le cadre de la Semaine mondiale d'action sur le commerce. Stands d'information, théâtre de rue, dégustation de produits équitables et locaux animeront la place Saint-François durant toute la matinée. Dès 11h30, un grand débat aura lieu sur place en présence d'élue(s) locaux, sur le thème *Lausanne est-elle à vendre?* Ce débat s'inscrit dans la campagne contre l'AGCS, l'Accord général sur le commerce des services, négocié à l'OMC, qui vise à libéraliser le secteur tertiaire. Cette campagne, qui s'inscrit dans la coordination suisse-OMC, dont fait partie la DB, demande aux collectivités publiques de se déclarer *zone hors AGCS*. Genève, Delémont, Renens, Cuarnens et Romainmôtier l'ont déjà fait. Une motion demande à Lausanne de les imiter.

Venez nombreuses et nombreux nous rejoindre sur la place Saint-François!



POUR EN SAVOIR PLUS

- www.ladb.ch
pour le programme complet des activités prévues en Suisse
- www.april2005.org
le site international de la Semaine mondiale d'action sur le commerce.
- www.e-alliance.ch
le site de l'Alliance œcuménique «Agir ensemble», très active dans la mise sur pied de cette semaine d'action.
- www.local.attac.org/vaud
rubrique service public: les derniers développements de la campagne